

# 1936 : combien d'Espagnes, combien de guerres ?

François GODICHEAU

## Résumé

*L'idée que deux Espagnes se seraient affrontées dans l'histoire contemporaine de ce pays est une interprétation datant de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle qui relève de l'élaboration de politiques de mémoire consistant à sélectionner des éléments du passé pour légitimer des identités collectives du présent; cette idée, appliquée pendant longtemps à la guerre de 1936 fut utilisée pendant le conflit et plus tard comme clef de lecture des événements. Depuis quelques années, les politiques de mémoire de la démocratie identifient une troisième Espagne victime de la «passion fratricide» des deux précédentes. Toutes les Espagnes que l'on peut trouver au cœur de ce conflit – et elles sont nombreuses – peuvent être considérées comme des fantômes des politiques d'identité collective de l'époque qui prétendent dire «la vérité» ou «la nature» de la guerre d'Espagne. Pour restituer à ce conflit la pluralité des modes sur lesquels il fut vécu par ses acteurs, il est nécessaire que les historiens d'aujourd'hui identifient ces expressions comme le reflet de discours institutionnels, de discours activement orientés vers la construction sociale de la réalité. C'est à ce prix que les Espagnols d'aujourd'hui pourront exercer leur liberté par rapport aux discours institutionnels et aux politiques d'identité du présent.*

**Mots-clés:** guerre d'Espagne, guerre civile, politiques de mémoire, identités collectives.

## Abstract

*The idea of two Spains fighting in contemporary history dates back to the late 19<sup>th</sup> and early 20<sup>th</sup> century. This interpretation originates in the notion of duty to history that found expression in policies purposely designed to remember some specific events of the past so as to legitimize today's collective identities. This idea, which long applied to the 1936 war, was used during the conflict itself and later as a key to understanding events. In the past few years, policies aimed at remembering the days of democracy have pointed to a third Spain that is a victim of the "fratricidal passion" of the former two. The numerous Spains that can be found in this conflict may be considered as shadows of the past policies for collective identity that claim to know "the truth" or "the nature" of the Spanish war. A full understanding of the various ways in which people experienced this conflict makes it necessary that today's historians identify these expressions as a representation of institutional discourse pushing for the social reconstruction of reality. This is the price that the Spanish people will have to pay for their freedom regarding institutional discourse and policies of present identity.*

**Keywords:** Spanish war, civil war, duty to history, collective identities

L'idée qu'il y aurait, ou qu'il y aurait eu jusqu'à une date récente, «deux Espagnes», est très répandue, en Espagne et à l'étranger: une «Espagne noire», traditionaliste, ancrée à un catholicisme associé à l'Inquisition et à la légende noire américaine ferait face à l'Espagne révolutionnaire, celle

des Lumières et des soulèvements populaires, que l'on fait remonter à la Renaissance, en passant par la *Ilustración* et aux révolutions libérales du XIX<sup>e</sup> siècle. Le film de Frédéric Rossif, *Mourir à Madrid*, les évoque à propos de la guerre de 1936 en reprenant précisément les images de la légende noire et de la légende blanche de l'Espagne, qui relèvent l'une et l'autre de l'opinion développée dans les pays voisins sur la nation ibérique<sup>1</sup>. Cette opposition entre deux Espagnes, développée dans les écrits d'intellectuels du XIX<sup>e</sup> et de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle comme Balmes, Menéndez Pelayo et Ortega y Gasset, a servi à mettre en scène l'affrontement de la tradition libérale née des Cortes de Cadix et de ses ennemis, partisans de la restauration de Ferdinand VII ou plus tard carlistes, sans compter l'Église catholique, figure de proue de la réaction. Largement popularisée, malgré les critiques d'autres grandes plumes comme celle d'Américo Castro, l'idée a fini par être considérée comme une réalité, en particulier quand les acteurs de l'histoire furent aux prises avec des guerres qualifiées ensuite de « civiles », c'est-à-dire affrontant l'une à l'autre deux moitiés d'une communauté considérée comme irrémédiablement et tragiquement clivée.

Mais à bien y regarder, il s'agit là du cas relativement courant d'une interprétation de l'histoire et des identités collectives en jeu qui, dès lors qu'elle est répétée et que les sujets historiques s'y reconnaissent, tend à devenir une métaphore réellement opérante et à perdre du même coup toute valeur heuristique. La simple généalogie des deux grands partis de la Restauration, le parti « conservateur », qui agrégea avec les anciens libéraux « modérés », beaucoup d'ex-ennemis du libéralisme et le parti « libéral », au sein duquel Canalejas chercha à intégrer au système politique du *turno pacífico* certaines des formations – y compris républicaines – qui campaient sur ses marges, suffirait à montrer que cette opposition était avant tout une ressource rhétorique et non pas le reflet d'une réalité préexistante<sup>2</sup>. Pas plus qu'il n'y a eu deux Frances, deux Angleterres, il n'y a eu deux Espagnes ; ou alors, si l'on cherche par cette expression à schématiser les grandes lignes de fracture politique du pays, il faudrait multiplier les Espagnes pour y inclure la diversité nationale, c'est-à-dire les « nationalismes périphériques ». Les deux Espagnes sont des mythes ou plutôt un mythe consistant à opposer une Espagne amie à une autre ennemie, c'est-à-dire un récit des origines servant à fonder ou à réassurer des identités politiques.

En effet, combien d'Espagnes quand on considère le nationalisme basque et le régionalisme, puis le nationalisme catalans ? On pourrait certes

1. À propos des images d'Épinal circulant à l'étranger sur l'Espagne et de leur mobilisation par chacun des deux camps en guerre pour obtenir aide et soutien, voir l'article d'Enric UCELAY DA-CAL, « La imagen internacional de España en el período de entreguerras: reminiscencias, estereotipos, dramatización neorromántica y sus consecuencias historiográficas », *Spagna Contemporanea*, 1999, n° 15, p. 23-52.

2. Juan Pablo FUSI et Jordi PALAFOX, *España 1808-1996. El desafío a la modernidad*, Madrid, Espasa, 1997.

faire figurer la tradition fédéraliste, que l'on rencontre aussi dans d'autres régions comme l'Andalousie ou le Levant, du côté de l'Espagne progressiste, face à l'Espagne noire. Mais le nationalisme basque, défenseur des *fueros* et d'un catholicisme proche du carlisme, n'a-t-il pas plus à voir avec cette dernière<sup>3</sup>? À l'opposé, le nationalisme catalan serait plutôt à rattacher à la tradition libérale, même si dans les années 1920, certains courants furent attirés par le fascisme<sup>4</sup>.

Depuis une dizaine d'années, des historiens de la guerre de 1936 ont émis l'hypothèse de l'existence d'une troisième Espagne, une Espagne à mi-chemin des « extrémismes » réactionnaire et révolutionnaire, une Espagne prisonnière de l'affrontement qualifié à la fois d'idéologique et de *fratricide*, qui déchira le pays jusqu'en 1939 et après<sup>5</sup>. Le raisonnement part de l'idée que les individus véritablement engagés dans la guerre, convaincus et passionnés, étaient une minorité et que par leur *hybris*, ils firent subir à une masse plutôt silencieuse, le calvaire atroce de la « guerre civile ». Le symbole de cette troisième Espagne, républicaine modérée, libérale, laïque mais sans outrance, est souvent, dans les récits sur la guerre elle-même, le Président de la République Manuel Azaña, auteur, au milieu du fracas des armes, de l'appel à la réconciliation « Paix, Pitié et Pardon ». Les troupes de cette Espagne tierce sont constituées de tous ces Espagnols qui refusaient de « tuer leur voisin » et « ne désiraient pas la guerre », tous ceux qui sont considérés rétrospectivement comme la grande masse des victimes morales de la guerre, entraînés malgré eux ou « par hasard » à combattre et à prendre parti, cherchant à échapper à la logique de guerre.<sup>6</sup>

Cette vision d'aujourd'hui est tributaire des perceptions très contemporaines des actes de l'époque : le rejet de la violence politique, inscrit au cœur de l'*ethos* de la Transition démocratique s'exprime pleinement dans la « récupération » des figures les moins engagées – apparemment – dans les processus d'épuration politique de cette guerre, ceux qui les ont condamnés comme on les condamne aujourd'hui. Il s'agit bien d'une construction rétrospective d'une Espagne qui alors n'avait aucune consistance en tant qu'identité collective. Les individus qui ne se seraient pas signalés par des « excès » ou qui *a posteriori* auraient évoqué leur expérience de guerre sur le mode d'un événement vécu passivement, sont rassemblés autour de valeurs qui sont les nôtres, ou en tout cas celles d'une société pluraliste de la fin du xx<sup>e</sup> et du début du XXI<sup>e</sup> siècle. La

3. Jordi CANAL, *El carlismo*, Madrid, Alianza Editorial, 2000.

4. Enric UCELAY DA-CAL, « Violencia simbólica y temática militarista en el nacionalismo radical catalán », *Ayer*, n° 13, 1994, p. 237-264.

5. Enrique MORADIELLOS, *1936. Los mitos de la guerra civil*, Barcelone, Península, 2004 ; et du même : « Ni gesta heróica, ni locura trágica : nuevas perspectivas históricas sobre la guerra civil », *Ayer*, n° 50, 2003, p. 11-39

6. Sur ce dernier aspect, voir Michael SEIDMAN, *A ras de suelo. Historia social de la república durante la guerra civil*, Madrid, Alianza, 2003.

projection rétrospective de cette «majorité silencieuse» et souffrante des Espagnols revient tout simplement à prendre le contre-pied de l'idée du «tous coupables», à dédouaner le «peuple espagnol» et à faire peser la responsabilité sur des «idéologies» aujourd'hui «mortes». Cette vision de la guerre permet d'en exorciser le fantôme, convoqué avant et pendant la Transition par tous ceux qui prétendaient que le retour de la guerre civile était possible si l'opposition – ou les Espagnols en général – choisissait la rupture avec le franquisme. Ce fantôme et l'idée d'une guerre *fratricide* font ressortir à chaque instant les mérites de la Transition et du régime actuel, qui a ainsi trouvé un socle où ancrer profondément sa légitimité et l'aspiration à la «*convivencia pacífica*».

L'interprétation de la guerre de 1936 comme «guerre civile» au sens d'une guerre du frère contre le frère, séparant une communauté nationale conçue comme une famille, n'a commencé à s'imposer en Espagne qu'à partir des années 1960. Pendant le conflit, les deux camps en lice préféraient d'autres expressions, «croisade» ou «mouvement» du côté des franquistes, et «révolution», «guerre de libération nationale» ou «guerre antifasciste» de l'autre côté du front. Il ne pouvait être question de considérer l'ennemi comme un frère et, dans les deux processus de construction de la figure de l'ennemi qui eurent lieu de part et d'autre du front, il était essentiel de refuser à l'autre la qualité d'Espagnol. Le présent et l'avenir étaient envisagés à partir de l'élimination de «l'anti-Espagne» (que celle-ci soit celle des «rouges» ou celle des «fascistes») et la refondation de la nation grâce à cette purge.

Certes, le terme de «guerre civile» fut employé, en particulier par Azaña, mais pas seulement par lui. Mais cela ne signifie pas que ces deux mots revêtent le même sens en 1936 et aujourd'hui. Les acteurs de l'histoire parlent de guerre civile depuis l'antiquité et le sens des mots évolue, en particulier sous l'influence d'événements très graves qui perturbent les systèmes de valeurs politiques et morales des communautés, et donc les référentiels du vocabulaire politique. Entre 1936 et nous, la deuxième guerre mondiale et le génocide des juifs mirent un terme à une époque et à nombre de ses conceptions éthiques. La fraternité qui put être évoquée en 1936 renvoyait beaucoup plus à celle de citoyens, en référence à la devise de la révolution française, qu'à l'imaginaire familial.

À partir des années 1960, le franquisme fut contraint de transformer son système de légitimation et de cesser d'être le régime de guerre que commençait à dénoncer une opposition dont les courants se rapprochaient les uns des autres; la concurrence des récits de la guerre produits par des historiens étrangers impossibles à faire taire représenta aussi une contrainte pour le régime. Il mit alors en avant, à partir de 1964, les fameux «25 ans de paix» apportés par Franco au pays; et au fur et à mesure que le dictateur vieillissait et que la nécessité d'une succession s'imposait, il fit

peser sur les opposants l'accusation d'être des « revanchards » qui cherchaient à rouvrir les plaies du passé et à faire revenir la « guerre civile ». Cette rhétorique, basée sur la douleur réelle de très nombreuses familles et accompagnée de l'idée d'une fatalité de la « guerre civile » en Espagne, fut au cœur de la Transition et ce furent bientôt les courants n'acceptant pas d'hériter d'une monarchie constitutionnelle de la part d'une dictature finissante, qui furent traités de « revanchards » par les uns – la droite franquiste – et par les autres – la gauche du pacte de la Moncloa.

Le régime franquiste, les gouvernements de la Transition et les gouvernements actuels mènent ce qu'on appelle des *politiques de mémoire*, c'est-à-dire qu'ils utilisent le passé pour légitimer leurs politiques et leur identité au présent. L'interprétation de la guerre, qu'elle soit orientée vers une héroïsation ou vers un rejet, s'appuie sur un certain nombre de valeurs qu'on cherche à ancrer dans le passé, et que par là, on naturalise : en les présentant comme immuables, on les fait sortir du temps historique, on en fait des valeurs « naturelles » et non plus culturelles, au sens où elles sont produites par une culture ancrée dans le temps historique. En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, où la violence politique fait un retour en force, qu'il s'agisse des guerres menées par les États-Unis ou du terrorisme, il est à la fois important de naturaliser des valeurs très contemporaines que l'on sent menacées, à un moment où il est possible – bientôt vingt ans après la chute du Mur – de renvoyer dos à dos les « extrémismes » sans pour cela cesser d'être progressiste.

La nouveauté de la troisième Espagne dont il est question en ce moment, par rapport aux deux autres Espagnes inventées par des intellectuels du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est qu'elle est une production des politiques de mémoire d'aujourd'hui, alors que les deux autres sont une production d'hier. Elle est aussi un mythe, mais plus difficile à considérer comme tel car il sert au présent, à fortifier une identité collective actuelle.

Si la guerre de 1936 était autre chose que l'opposition de deux ou de trois Espagnes, quelle était-elle ? Les interprétations ne manquent pas et elles datent presque toutes de l'événement lui-même, produites par les différents courants politiques et sociaux qui y furent mêlés<sup>7</sup>. Leur nombre et l'étude de leurs genèses permettent d'emblée de constater que plusieurs systèmes d'opposition fonctionnaient et qu'à l'intérieur de chaque camp, la pluralité régnait, ne serait-ce qu'au début de la guerre.

La composition du camp franquiste fut d'abord analysée en termes socio-politiques comme l'Espagne des possédants, des grands propriétaires latifundiaires aux propriétaires d'usines, opposée à celle des ouvriers agricoles et industriels. La guerre avait donc un fort caractère

---

7. Deux interprétations récentes échappent à cette règle, celles contenues dans les livres de Rafael CRUZ, *En el nombre del pueblo* (Madrid, Siglo XXI, 2006) et de Xosé Manuel NUÑEZ SEIXAS, *Fuera el invasor! Nacionalismos y movilización bélica durante la guerra civil española (1936-1939)* (Madrid, Marcial Pons, 2006).

de conflit de classe : la mobilisation des associations patronales contre les revendications ouvrières au cours de la République fut considérée comme la préparation d'une guerre qui devenait véritablement le prolongement de la lutte politique par d'autres moyens. L'antécédent constitué par la prise du pouvoir en 1923 par Primo de Rivera, laquelle clôturait un cycle d'affrontements de classe qui avait débuté vers la fin de la première mondiale, fournissait une grille de lecture toute prête : en Catalogne en particulier, le patronat avait déjà cherché, au début des années 1920, à s'affranchir des règles de l'État de droit et à utiliser l'armée et des milices contre-révolutionnaires – le somatén – pour son propre compte, avec l'appui de l'Église catholique<sup>8</sup>. La conjonction des mêmes forces, armée, milices phalangistes et carlistes, Église, qui se traduisit tout de suite par des massacres de syndicalistes et de militants ouvriers, en particulier dans les faubourgs de Saragosse et de Séville, semblait rejouer une partition connue, sur un mode *furioso*. Les événements qui répondirent au coup d'État du 18 juillet 1936 et participèrent de son échec dans d'autres grandes villes du pays renforcèrent cette image : l'irruption de masses ouvrières armées qui transformaient leur réponse militaire en prise du pouvoir local, à travers comités et comités centraux, se proclama révolution et s'accompagna dans maints endroits de la collectivisation de moyens de production industriels et agricoles.

Pourtant, d'autres aspects de la composition de chaque camp contredisaient cette vision : du côté des insurgés, la mobilisation au sein des paysans pauvres, tout petits propriétaires de Castille, Léon, Galice, fut massive et s'opéra selon un mode interclassiste dont le modèle était le syndicat agricole catholique<sup>9</sup>. En face, il apparut bien vite que les ouvriers révolutionnaires n'étaient pas seuls et qu'une partie des classes moyennes était aussi mobilisée, de plus en plus, en défense de la légalité républicaine. Au bout d'un an, quand la centralisation politique eut fait son œuvre au sein de chaque camp, le caractère de classe du conflit passa au second plan, non seulement à cause de la défaite des révolutionnaires face à leurs opposants républicains, mais aussi parce que les deux armées de conscription opposaient deux fronts interclassistes, l'un « national » et l'autre « populaire ». En 1938, la modération réformiste du programme de Juan Negrín, le chef du gouvernement républicain, semblait avoir gommé la lutte des classes, tandis que la politique de Franco gardait, dans les faits, un caractère fortement anti-ouvrier, à peine maquillé par le corporatisme du *Fuero del Trabajo*, bâti sur le modèle de la *Carta del Lavoro* mussolinienne.

8. Eduardo GONZÁLEZ CALLEJA, et Fernando del REY REGUILLO, *La defensa armada contra la revolución*, Madrid, Consejo Superior de Investigaciones Científicas (CSIC), 1995.

9. Pour cette population, voir Juan José CASTILLO, *Propietarios muy pobres. Sobre la subordinación política del pequeño campesino. La Confederación Nacional Católica Agraria (1917-1942)*, Madrid, Ministerio de Agricultura, 1979 ; voir aussi Rafael CRUZ, *op. cit.*

La lecture alternative de la guerre proposée depuis le camp républicain et qui connut un grand succès dans les années suivantes, fut celle d'une guerre entre fascisme et antifascisme. La répétition depuis les années 1930 de l'idée que la guerre d'Espagne fut la préfiguration de la seconde guerre mondiale était le prolongement de cette vision de l'événement. Cette idée reçue, la plus rebattue depuis le conflit, est simplement le produit de la propagande républicaine qui, dès la guerre, prétendait avertir les peuples anglais et français du sort qui les attendait s'ils n'aidaient pas la République espagnole. Projeter un futur front entre les démocraties et les fascismes était un moyen efficace d'assimiler la guerre d'Espagne à ce patron<sup>10</sup>.

Mais reprendre ces termes en faisant semblant de croire que leur sens était le même pour les acteurs de l'époque serait une erreur : non seulement le sens de fascisme et d'antifascisme n'est pas le même pour nous, qui avons une image du fascisme très influencée par la deuxième guerre mondiale et les horreurs qui s'y sont déroulées, mais il faut encore considérer que ces mots n'étaient pas seulement descriptifs. En ce qui concerne le mot « fasciste », il s'agissait aussi d'une invective, d'une étiquette que l'on voulait coller à l'adversaire pour « signifier » ce qu'il était « vraiment », tandis « qu'antifasciste » était un adjectif correspondant à des objectifs politiques très précis pour ses promoteurs.

Pendant la guerre d'Espagne, l'antifascisme fut proposé par les communistes comme un axe de mobilisation au-delà de la classe ouvrière et de ses objectifs sociaux et politiques, et sa vacuité en termes programmatique fut souvent dénoncée par des militants ouvriers révolutionnaires de toutes tendances. Le terme était très populaire et ressenti comme une identité commune mais la signification que lui donnaient un anarchiste, un socialiste ou un communiste n'était pas la même, sans compter que la plus grande hétérogénéité régnait à l'intérieur de chaque courant. Le mot était de facture récente et l'indétermination de son contenu, sa plasticité, étaient précisément ce sur quoi jouaient les dirigeants communistes pour agréger des forces autour d'eux, tout en prétendant ensuite en livrer le sens « véritable » quand il s'agissait de dénoncer « une mauvaise compréhension » de l'antifascisme, « périlleuse pour l'unité »<sup>11</sup>.

Quant à affirmer que l'Espagne franquiste était fasciste, tout dépend de la définition de ce terme, qui fait l'objet depuis plusieurs dizaines

---

10. Le problème d'une telle vision des choses est que précisément, les démocraties comme la France et l'Angleterre s'abstiennent de toute participation et que cette dernière fit appliquer un blocus sur les armes à destination de la République qui facilita la victoire de Franco. Le grand clivage qui traversait l'Europe en 1936 tournait plutôt autour du communisme et de la révolution. C'est le moment où l'Angleterre cherche à se rapprocher de l'Italie fasciste et où Churchill, malgré l'aversion qu'il a pour Hitler, reconnaît en lui un champion de l'anticommunisme dont l'agressivité peut être utile à condition de la bien diriger.

11. Sur ces conflits internes au camp républicain, voir mon livre *La Guerre d'Espagne, République et révolution en Catalogne*, Paris, Odile Jacob, 2004.



d'années d'un intense débat (aujourd'hui un peu en retrait par rapport au débat sur le mot totalitarisme). Si le fascisme est défini par sa fonction qui serait de briser le mouvement ouvrier et d'installer une dictature reposant sur cette annihilation, le franquisme entre dans cette catégorie. S'il s'agit d'une définition à partir de critères formels comme l'idéologie et le parti unique, la discussion est plus ouverte. La phalange, transformée en 1937 en « phalange du Caudillo » et en parti unique par sa fusion avec la Communion traditionaliste des carlistes, était bâtie sur le modèle fasciste, mais elle ne tenait pas tous les rouages de l'État et son action, militaire en particulier, était soumise à l'autorité de l'armée. Le régime naissant adopta de nombreux traits du fascisme, tant dans ses manifestations extérieures qu'au cœur de sa politique, avec l'adoption d'un corporatisme d'inspiration catholique, à mi-chemin entre celui des fascistes et celui du voisin portugais. Même s'il y eut une Espagne fasciste, elle n'était qu'un des aspects de l'Espagne franquiste.

Celle-ci se présenta avant tout comme l'Espagne catholique, d'une part parce qu'elle avait hérité de la mobilisation identitaire et politique orchestrée par la Confédération espagnole des droites autonomes (Confederación Española de Derechas Autónomas, CEDA), dont l'organisation était basée sur l'Action catholique, les réseaux de propagandistes et les syndicats agricoles catholiques, d'autre part, du fait de l'empressement de la hiérarchie catholique à se mettre au service des militaires soulevés le 18 juillet 1936. Dès le mois d'août, grâce aux rapides prises de position des prélats, la « croisade » qu'évoquait Franco prit une coloration religieuse et devint « croisade catholique contre l'athéisme et la révolution ». Au sein de la mobilisation rebelle, les troupes de miliciens carlistes, les *requetés*, étaient dès le premier jour fanatisées par l'idée d'une reconquête religieuse contre le libéralisme, contre le siècle.

Mais s'ils criaient « Vive le Christ roi » et si, au-delà d'eux les centaines de milliers de combattants des armées franquistes étaient sans doute convaincus de se battre pour une Espagne catholique, le camp dit « républicain » était lui aussi imprégné de catholicisme. Une analyse anthropologique des phénomènes de violence anticléricale survenus pendant l'été 1936 et qui se soldèrent par la mort de 6800 religieux sur le territoire resté aux mains du gouvernement républicain, rejoint certains commentaires de l'époque : l'assassinat du curé du village, l'incendie de l'église et l'acharnement contre les objets sacrés relevaient bien souvent d'une violence religieuse. La violence déployée contre l'Église était plus anticléricale qu'antireligieuse et les prêtres assassinés ne le furent pas pour leur foi, comme le prétend actuellement le Vatican<sup>12</sup> mais pour le rôle social qu'ils avaient assumé

12. Le terme de « martyrs » utilisé lors des récentes béatifications par le pape Benoît XVI suppose que ces hommes et femmes sont morts pour leur foi, parce qu'ils étaient chrétiens, ce qui est complètement faux et ne fait que reprendre la propagande du camp franquiste de l'époque.



depuis des décennies et qui était interprété par un peuple très catholique comme une trahison de leur mission de cohésion de la communauté. La défense systématique des propriétaires et de la violence répressive de la part des curés avait transformé l'amour en haine pour les mauvais bergers, et l'on retrouve dans l'iconoclasme et l'anticléricisme de 1936 bien des gestes et des attitudes déjà manifestées en 1835 en Espagne ou lors des guerres de religion du *xvi<sup>e</sup>* siècle dans le royaume de France.

Qu'en est-il alors de l'Espagne républicaine? On aura compris que l'Espagne franquiste n'était pas née toute casquée de la tête du «généralissime» et que si elle présentait une relative homogénéité au bout d'un an ou deux de guerre, celle-ci résultait de la construction d'une identité collective empruntant à diverses sources et appuyée sur la propagande de guerre. L'Espagne républicaine existait, semble-t-il, dès avant le 18 juillet. Mais le caractère révolutionnaire d'une bonne partie de la mobilisation populaire de l'été 1936, qui tendait à ne considérer la défense des institutions républicaines que comme quelque chose de secondaire voire de superflu, brise cette image. Cela oblige à ajouter des guillemets à l'adjectif «républicaine», au risque, si on ne le fait pas, d'effectuer la même opération de gommage qu'avec l'adjectif «fasciste» pour le camp adverse, et d'obérer notre compréhension du conflit. Dans le camp gouvernemental, il y eut sans doute une Espagne révolutionnaire et une Espagne républicaine, mais les deux ne sont pas opposables terme à terme, même si la reconstruction de la légalité républicaine et l'action des partis républicains allèrent à l'encontre des initiatives révolutionnaires de l'été 1936. Beaucoup acceptaient à la fois l'étiquette de républicain et celle de révolutionnaire, l'une et l'autre étant entremêlées depuis le 14 avril 1931, date de proclamation de la II<sup>me</sup> République. En revanche, il faudrait prêter attention à l'évolution dans la manière que pouvait avoir chacun de se nommer et à la compréhension de l'un et de l'autre terme au cours de la guerre; tout comme pour les mots «fasciste» et «antifasciste», le sens n'est pas le même en fonction de qui l'emploie et en fonction du contexte, surtout dans la mesure où celui-ci est celui d'une guerre où s'affrontent des identités collectives en processus de reconfiguration: avant d'être des termes descriptifs, les mots étaient des enjeux.

Un mot en particulier était au cœur de la guerre: l'Espagne. Tous la revendiquaient, comme l'a récemment montré José Manuel Nuñez Seixas<sup>13</sup>. Pour les franquistes, il s'agissait d'une lutte à mort entre l'Espagne véritable, c'est-à-dire catholique, et l'anti-Espagne, celle des envahisseurs «rouges» et de leurs alliés ibériques, qui perdaient du fait de leur trahison la qualité d'Espagnols. Mais dans le camp républicain, la guerre fut aussi menée au nom de l'Espagne: il s'agissait d'après le Parti communiste, puis, pour les gouvernements Negrín, d'une «guerre de libération nationale»

13. *Op. cit.*

contre l'invasion nazi-fasciste aidée par des « traîtres à leur patrie ». Au Pays Basque et en Catalogne, les accents nationalistes de la propagande de guerre républicaine mettaient en avant une autre nation, la nation basque luttant contre l'invasion étrangère ou la nation catalane, levée contre le fascisme étranger et sa version espagnole.

Tous utilisaient la rhétorique de la nation pour laquelle le mot « Espagne » devenait une arme politique. Tous menaient des *politiques d'identité* qui visaient à soutenir la mobilisation totale dans une guerre d'une magnitude telle que le pays n'en avait jamais connu, comparable à celle de la première guerre mondiale pour ses voisins européens. Il était crucial, dans deux camps aussi hétérogènes, très rapidement formés au sein d'une guerre qui avait surpris tout le monde – et qui ne fut pas considérée immédiatement comme guerre –, d'orienter l'identification de chacun à un collectif qui ne souffrît pas de question. La nation était le concept le plus efficace en ce qu'elle était constitutive de l'identité de chaque individu, au-delà des appartenances sociales et politiques, même si sa définition (quelle nation? quelle Espagne?) permettait de la définir, contre l'ennemi, telle qu'elle était « véritablement »<sup>14</sup>. Cette vérité de l'Espagne, à laquelle s'opposait le mensonge de l'adversaire – qui par ses discours fallacieux et ses alliances contre-nature salissait le nom du pays et montrait son véritable visage de traître –, il fallait aller la chercher dans l'histoire : les deux camps en présence mirent en œuvre alors des *politiques de mémoire* au service de leurs *politiques d'identité* et mobilisèrent les mythes nationaux au service de leur définition de l'Espagne. Certains mythes comme le « *dos de mayo 1808* » et la guerre de libération contre les Français furent partagés, mais on insista aussi, de part et d'autre du front, sur des aspects sensiblement distincts de l'histoire nationale. Les franquistes mirent en avant l'Espagne impériale, celle des conquêtes et des grands rois, celle de la « reconquête » sur les Maures, de la contre-réforme et de la lutte contre les Turcs, contre la France, contre tous les ennemis de la catholicité espagnole. Côté républicain, on trouve plutôt une insistance sur les traditions de lutte pour la liberté, depuis la récupération des *comuneros* du XVI<sup>e</sup> siècle jusqu'aux guerres du libéralisme au XIX<sup>e</sup> siècle, en passant, pour les Catalans, par les épisodes de révolte régionale comme celui de 1640 ou la guerre de succession de 1705-1714.

Que fut alors véritablement la guerre d'Espagne? Guerre de classe, guerre de religion, guerre nationale ou internationale, guerre du fascisme et de l'antifascisme préfigurant le conflit mondial, guerre révolutionnaire et guerre industrielle en même temps, guerre civile opposant entre eux des frères par-delà les différends politiques? Il faut bien comprendre que toutes ces caractérisations de la guerre, comme les adjectifs accolés

14. Benedict ANDERSON, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, 2002.

à l'Espagne sont des mots-outils qui peuvent difficilement servir à l'étude du conflit, dans la mesure où ils furent utilisés comme de puissantes armes de guerre, que leur sens fut disputé et évolua, mais toujours en fonction d'une utilisation qui visait la mobilisation et la reconstitution des identités collectives. Ce ne sont pas des catégories descriptives ou analytiques, ce sont des catégories qui ont servi à construire la réalité sociale de l'Espagne en guerre, un peu à la manière du langage performatif dans le domaine juridique, qui ne fait pas que dire mais est directement opératoire. Ces mots ne font pas que dénoter un sens, ils contiennent une sélection et une promotion de valeurs qui appellent les individus à s'y reconnaître et à les reprendre comme autant d'étendards. La propagande, souvent accusée de tromper les collectifs auxquels elle s'adresse, n'est pas efficace sans raison : elle repose sur des communautés de langage et contribue à les créer. Elle n'aurait aucun effet si ses discours n'étaient pas compréhensibles par ceux qui les reçoivent, si le sens des mots qu'elle utilise n'était pas partagé.

Oublier l'évolution du sens de mots que nous utilisons encore, oublier que pour les acteurs, ils avaient un autre sens et qu'ils ne faisaient pas que décrire la guerre et ses combattants, c'est prendre le risque de *naturaliser* ces mots, c'est-à-dire de les faire sortir de l'histoire, et de réifier par là même les catégories qu'ils prétendaient définir. Il est alors très difficile de ne pas être victime des *politiques identitaires* de l'époque et de ne pas en reprendre les mythes. Prendre conscience de cette difficulté et de la nécessité de dresser un dictionnaire des mots de l'époque tels que les comprenaient les acteurs, c'est aussi le meilleur moyen de ne pas être aveuglé par les *politiques de mémoire d'aujourd'hui*, créatrices des mythes de notre présent. Là réside la clef d'une véritable coupure avec le passé, nécessaire pour l'envisager comme passé, loin de l'illusion que les Espagnols d'aujourd'hui seraient comme les Espagnols d'hier, que l'Espagne serait une seule et même chose, par-delà le temps, que l'histoire pourrait se répéter, etc.

Aujourd'hui comme hier, des institutions de toutes sortes, gouvernements, Église, partis, syndicats, associations, utilisent le passé au présent pour promouvoir une image d'elles-mêmes et de leurs adversaires (quand elles en ont), pour renforcer leur cohésion et celle des collectifs qu'elles représentent. À observer les querelles et polémiques actuelles autour des questions de mémoire de la guerre de 1936, il apparaît que la naturalisation des mots de l'époque et d'interprétations de la guerre élaborées par les combattants sert à réassurer des identités partisans du début du XXI<sup>e</sup> siècle, qui souffrent sans doute d'une certaine dilution à l'heure où l'essentiel des politiques sociales et économiques est partagé par les partis de gouvernement. Par exemple, le parti socialiste (Partido Socialista Obrero Español, PSOE) cherche à capitaliser certains aspects choisis de la politique de la seconde République et des valeurs qu'elle mit en avant,

tandis que le Parti populaire cherche à la fois à s'appuyer sur les mythes franquistes et à se poser en gardien du «pacte de silence» de la transition. D'autres utilisent la «mémoire des vaincus» ou les fosses communes pour progresser dans le champ politique.

Dans tous les cas, il importe d'identifier ces discours comme des politiques de mémoire et de résister à la tendance à faire assumer aux acteurs de l'histoire un sens des mots qui nous est propre et des valeurs qui sont les nôtres. Cesser de reprendre les catégories de l'époque permettrait de faire une place à la pluralité des mémoires aujourd'hui, qui par le jeu des institutions, tendent à se réduire à l'affrontement de deux Espagnes, et à faire rejouer la même musique en peuplant le quotidien de fantômes de la guerre civile, comme en 1975. Il n'y a pas plus deux Espagnes qu'une Espagne éternelle et éternellement violente ; il n'y a pas de vérité de l'Espagne, il n'y a que des Espagnol(e)s qui en résistant à la réification des identités que veulent leur faire subir les institutions, ne peuvent que gagner en liberté.